



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 32 Avril 2012

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Mali

Conflits croisés et questions sans réponses

Entretien avec

Louis Dominici

Ancien ambassadeur de France

L'Afrique

dans les documents de campagne du candidat Sarkozy

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain

www.lescahiersdelafrique.fr



Soudan, à nouveau la guerre

Une guerre non déclarée mais meurtrière sévit dans la zone frontalière entre le Soudan et le Sud Soudan. Il fallait s'y attendre. La frontière entre le Soudan et le Sud Soudan, devenu indépendant en juillet 2011, n'avait pas encore pu être délimitée avec précision, dans un espace qui attire de fortes convoitises, dans la mesure où il contient de grandes réserves de pétrole. De plus, le climat s'est détérioré entre les deux pays en raison d'un désaccord sur les redevances demandées au Sud pour l'acheminement de ses exportations de pétrole à travers le Nord jusqu'à Port Soudan. L'armée du Sud ayant avancé pour occuper une partie du territoire contesté, les forces du Nord les en ont expulsées manu militari.

Les deux parties se déclarent agressées. La communauté internationale est divisée, les occidentaux ayant toujours tendance à préférer les Chrétiens du Sud, et le monde arabo musulman entendant mieux Khartoum. La Chine, principal partenaire des deux pays pour l'exploitation du pétrole, s'efforce de favoriser un arrangement pacifique.

É
D
I
T
O

Peuples du Sud

La vie quotidienne des peuples pauvres du Sud n'est pas celle de leurs Chefs d'État, et encore moins celle des dirigeants étrangers des pays occidentaux qui se prononcent d'autant plus facilement sur leur sort qu'ils ne les connaissent pas.

Les préoccupations dominantes des peuples pauvres du Sud ne sont pas les préoccupations dominantes des journalistes étrangers vivant en occident, qui décrivent les vies du Sud avec les mots et les codes du Nord, et finissent par tout rapporter à leurs propres conventions.

Ces conventions dites modernes, qui conduisent à préférer les débats formels aux enjeux réels, à considérer que l'élection suffit à la démocratie, et par exemple à s'intéresser plus aisément au remplacement conjoncturel d'un Chef d'État, qu'à la persistance de la faim dans son pays et aux moyens de l'aider à la combattre.

S'il y a une nouvelle politique française à mettre en place dans les relations avec l'Afrique, il ne faut attendre contribution ni de ceux qui n'ont pas d'expérience approfondie de la vie et de l'Afrique, ni de ceux qui ont partie liée avec les technocraties à Paris comme à Bruxelles, ni de ceux qui, à longueur de propos, continuent de nous éloigner des Africains en remâchant des jugements dépassés sur eux comme sur les Français.

Et il faudra, pour la construire, prendre avis de sagesse dans les sociétés africaines.

CPI, UN AFRICAIN CONDMNÉ

La Cour Pénale Internationale déclare Charles Taylor coupable de crimes contre l'humanité

et de crimes de guerre au Libéria et en Sierra Leone.

MALI : Conflits croisés et questions sans réponses

Mais que se passe-t-il au Mali ? Un coup d'État puis un arrangement dans la capitale ? Une, puis plusieurs rébellions au Nord ? Des conflits entre factions au Nord ? Des tensions entre Bamako et la CEDEAO ? Des complications avec l'Algérie ? Des interférences occidentales sur le thème de la lutte contre le terrorisme ? Certainement tout cela et plus encore, sans oublier les effets sur l'espace saharien de la crise libyenne et particulièrement de la manière étrange dont l'OTAN a engagé et conduit ses opérations militaires.

Un coup d'État militaire

C'est sans difficulté que le Capitaine Sanogo

et ses collègues de la junte militaire ont pris le pouvoir à Bamako les 21 et 22 mars, arrêté le Président de la République et le Premier Ministre ainsi que les principaux membres du gouvernement. Il s'agit, déclarent-ils, de sauver le Mali, dont l'intégrité territoriale est menacée par des mouvements rebelles au Nord, alors que le gouvernement ne réagit pas suffisamment et ne fournit pas à l'armée les moyens de faire face.

Un arrangement politique en péril

Mais à peine installés au pouvoir les militaires sont confrontés à l'opposition de la plupart des partis politiques maliens. Dans le même temps les pays africains voisins membres de CDEAO condamnent le coup d'État,



exigent le retour à l'ordre constitutionnel, et décident de soumettre le Mali à un embargo, en allant jusqu'à le menacer d'une intervention militaire. Dans le même sens, les pays occidentaux appellent eux aussi au retour à l'ordre constitutionnel.

Le Président Burkinabe Blaise Compaoré engage alors une de ces médiations dont il est devenu coutumier en Afrique de l'Ouest. Les militaires maliens acceptent l'installation d'un nouveau Président de la République

(suite page 2)

MALI : Conflits croisés et questions sans réponses (suite)

qui, conformément à la constitution, n'est autre que le Président de l'Assemblée nationale. Il est chargé de nommer un nouveau gouvernement et de préparer le plus tôt possible des élections générales. Le Président Amadou Toumani Touré est libéré et gagne la Côte d'Ivoire.

Cela étant, l'arrangement ainsi obtenu reste ambigu, et l'installation du chef de l'État n'empêche pas le capitaine Sanogo et la junte d'exercer la réalité du pouvoir. Jusqu'à ce que d'autres militaires tentent de les déloger et éventuellement y parviennent. Le Mali est au temps des armes et des conflits croisés.

Les dangers du Nord

Il faut dire que pendant le mois d'avril, la situation au Nord, loin de s'améliorer s'est aggravée et compliquée. Aggravée, parce que tout le nord du pays, jusqu'au fleuve Niger, la ville de Tombouctou comprise, est tombé aux mains des rebelles. Compliquée

parce que les rebelles en question appartiennent à des mouvements différents, qui ont des objectifs également différents, et qui sont plus ou moins en conflit entre eux. Le Front de Libération Nationale de l'AZAWAD (FLNA) est un mouvement touareg ancien qui milite pour l'indépendance du nord du Mali dénommé AZAWAD, et veut y installer un État laïc, dont il a affirmé récemment qu'il pourrait accepter d'être Membre d'une Fédération du Mali à constituer.

De son côté, le mouvement "Ansar Dine" milite pour l'établissement sur l'ensemble du Mali, d'un État obéissant aux lois de l'Islam. Enfin, les unités d'AQMI (Al Qaïda Maghreb Islamique) combattent pour l'instauration d'un régime islamiste sur l'ensemble du Maghreb, espace saharien inclus. Ansar Dine et AQMI ne font pas bon ménage avec le FLNA, qui a d'ailleurs du quitter Tombouctou sous leur pression. Quoiqu'il en soit, ces mouvements, non seulement mettent en

péril l'État malien, mais posent problème aux gouvernements du Maghreb, à commencer par celui de l'Algérie, ainsi qu'à tous les régimes du Sahel.

Des préoccupations pour les gouvernements occidentaux

Cette situation préoccupe le gouvernement français, qui en raison de ses intérêts politiques et économiques dans la zone, souhaite la stabilité et la sécurité du Sahel. Elle interpelle aussi le gouvernement des États-Unis dans la poursuite universelle de sa "lutte contre le terrorisme".

Et des questions sans réponses pour les peuples

Cela dit, on est en droit de se demander pourquoi Paris, Washington et Londres ont engagé et conduit leur opération militaire en Libye de manière telle qu'elle ne pouvait que déboucher sur une grande dispersion dans le Sahara d'hommes en armes, aussi bien équi-



pés que prêts à tout.

Si les gouvernements français, américain et britannique n'ont pas mesuré ce risque, alors force est pour les citoyens de leurs pays respectifs de s'interroger sur la capacité de vision stratégique de leurs dirigeants. Si, au contraire, ces trois gouvernements ont bien mesuré ce risque et l'ont quand même pris afin de précipiter par le fer et le feu la chute du régime libyen et par là même la mort du colonel Kadhafi, alors il serait de bonne démocratie qu'ils expliquent pour de bon aux peuples de France, des États-Unis et du Royaume-Uni, pourquoi il y avait soudain tant d'urgence à cette chute et à cette mort violente.



3 questions à

Louis Dominici

Louis Dominici a servi au Cameroun, en Sierra Leone et au Gabon. Il a en outre travaillé régulièrement avec des Africains, d'abord depuis Paris aux Affaires étrangères, ensuite en poste à Rome où il a été ambassadeur auprès de l'OAA/FAO, et où il a été élu Président du Conseil d'administration du Programme Alimentaire Mondial des Nations-Unies.

La lettre de l'Afrique : Ne semble-t-il pas aujourd'hui que celui des deux candidats qui sera élu le 6 mai, François Hollande ou Nicolas Sarkozy, devra redéfinir la politique africaine de la France ?

Louis Dominici :

La manière de faire de Nicolas Sarkozy, fondée sur des relations personnelles avec deux ou trois chefs d'État et sur le recours à des intermédiaires privés ou publics autres que des diplomates professionnels, correspond trop à son style et à ses opinions sur les uns et les autres, pour qu'il en change. En revanche, François Hollande s'il est élu, éprouvera certainement le besoin de changer les méthodes et le contenu.

LLA : S'agissant des méthodes quels changements vous paraissent prioritaires ?

L. Dominici :

C'est une question qui nécessiterait une lon-

gue réponse. En tout cas, trois éléments de méthode paraissent objectivement incontournables :

Primo : affirmer le leadership africain du ministre des Affaires étrangères, assisté par un ministre délégué, et s'appuyant sur de fortes équipes à constituer avec des diplomates ayant grande expérience de l'Afrique (il faudra renforcer les agents en activité, par certains agents à la retraite, comme sait le faire, par exemple, le gouvernement des États-Unis).

Secundo : écarter toute perspective d'intervention militaire française dans les anciennes colonies françaises en Afrique et dans l'océan indien, afin d'éviter toute résurgence des situations anciennes.

Tertio : organiser avec chaque pays africain, une concertation élargie à la société civile (entreprises, professions libérales, syndicats

et milieux culturels), sur les méthodes et les contenus de notre coopération.

LLA : Quelles priorités pour les contenus ?

L. Dominici :

Il faudra voir pays par pays. On sait déjà beaucoup à ce sujet. Mais il faudra que la concertation actualise les perspectives. Il importera de montrer que notre coopération avec l'Afrique se veut d'abord tournée vers les peuples. Je forme le vœu que la partie française propose un renouveau de la francophonie, en renforçant le réseau des lycées français en Afrique, et l'accueil des étudiants africains en France, ainsi qu'en donnant une impulsion majeure aux échanges culturels. Il convient aussi que nous propositions un effort commun pour le développement en Afrique de la production vivrière et de l'industrie agroalimentaire. Enfin une relance massive de la coopération en matière de santé ne pourrait qu'être bien accueillie.

L'Afrique dans les documents de campagne du candidat Sarkozy

L'Afrique est quasiment absente des textes spécifiquement publiés pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. A tel point que si l'on veut rechercher dans cette période des références à l'Afrique, il faut examiner les interviews données à l'occasion de la campagne, ou en amont se reporter au "Projet 2012" de l'UMP dont Nicolas Sarkozy est toujours l'inspirateur principal. La moisson reste limitée.

Les textes

Considérant que l'élection présidentielle est l'occasion pour un candidat de présenter ses idées et projets, c'est bien dans les documents publiés pendant la campagne en forme de programme, qu'il convient d'apprécier la place faite à l'Afrique et le sens éventuellement donné à la relation franco africaine à venir. Dans ce cadre strict, les électeurs ont eu connaissance de deux documents résumant les vues du candidat dans tous les domaines qui ont pu lui sembler importants.

Le premier de ces deux documents s'intitule "La France Forte" et se présente sous la forme d'un dépliant de quatre pages. Le nom de l'Afrique n'y figure pas. D'ailleurs le seul paragraphe consacré à la politique extérieure, c'est-à-dire le onzième et dernier, traite uniquement de l'Europe. Tout au plus peut-on considérer que l'Afrique, comme le reste du monde, peut être concernée *a contrario* par l'expression affirmée de la préférence européenne et par la portée éventuelle, par les temps qui courent, de la déclaration selon laquelle "l'Europe n'a de sens que si elle protège ses frontières, sa culture, ses emplois et son identité".

Le deuxième document de campagne, publié mi avril 2012, s'intitule : "Lettre de Nicolas Sarkozy au peuple français". Dans ce texte de trente-quatre pages, le nom de l'Afrique n'est pas prononcé. Seuls deux pays africains apparaissent au détour d'une ligne de texte, où il est question de signaler que "partout dans le monde des initiatives françaises ont été saluées et couronnées de succès, en Géorgie, en Côte d'Ivoire et en Libye".

Le contexte

Force est donc d'aller chercher ailleurs que dans les documents de campagne, ce qui a pu être dit par le candidat dans cette période, ou



écrit toujours dans le même temps, par son parti.

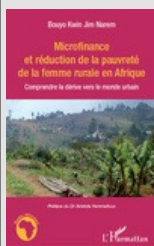
On peut relever ainsi dans une interview sur la Défense donnée en avril 2012 au mensuel DSI, une réponse de Nicolas Sarkozy à une question précisément posée sur le redéploiement des bases françaises à l'étranger. Le Président candidat y déclare : "En Afrique j'ai fixé, au Cap, en 2008, les axes de la nouvelle politique de défense : rénovation des accords de défense, présence militaire dédiée en priorité à la montée en puissance du dispositif de sécurité de l'Union Africaine, volonté de faire de l'Europe un partenaire majeur de l'Afrique en matière de sécurité, conformément aux conclusions du sommet de Lisbonne de décembre 2007. Depuis le 1er août 2011, le dispositif en Afrique s'articule autour de deux bases opérationnelles avancées (Djibouti et Gabon), et de deux pôles opérationnels de coopération à vocation régionale (Sénégal et Tchad) ayant pour rôle d'entretenir une coopération de Défense, mais aussi de servir de point d'appui pour d'éventuelles opérations de paix dans la région".

Si l'on remonte plus loin, en élargissant la recherche au "Projet 2012" de l'UMP, publié fin 2011, on constate que le nom de l'Afrique n'est cité qu'une fois dans ce document de vingt-deux pages, à l'occasion d'une évocation plus générale de la coopération internationale de la France pour le développement. Il y est souligné que "60 % de l'aide française au développement vise l'Afrique. La France est en effet très engagée pour accompagner le développement et la démocratisation des pays africains, face aux bouleversements géopolitiques, économiques et climatiques. Nous comptons poursuivre cet effort lors du prochain quinquennat".

Des attentes

Cette déclaration touchant l'Afrique dans le "Projet 2012" de l'UMP ne peut pas compenser l'insuffisance d'attention portée spécifiquement à l'Afrique dans ce même document. Bien plus, ni ce texte ni l'interview précitée du Président candidat sur les questions de défense, ne peuvent dissimuler l'absence du continent africain dans les deux documents de synthèse spécialement établis pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Cette brève analyse des documents de campagne de Nicolas Sarkozy et de leur contexte, après celle effectuée par nous, le mois dernier, en ce qui concerne François Hollande, montre que la question de l'approfondissement de la relation entre la France et l'Afrique, et particulièrement avec le Maghreb et les pays francophones au sud du Sahara, reste ouverte. Il faudra donc demain l'examiner, loin des poncifs, sans dogmatisme, sans désir d'ingérence, dans le meilleur esprit d'égalité vraie et de fraternité ?



Microfinance et réduction de la pauvreté de la femme rurale en Afrique *Comprendre la dérive vers le monde urbain*

De Bouyo Kwin Jim Narem.

Préface du Dr Aristide Yemmafouo.

Etudes africaines. L'Harmattan.

Développement, Tiers-monde monde rural, Agriculture, questions de genre Afrique noire - Cameroun.

La mise en place des mutuelles communautaires de croissance (MC2) au Cameroun

doivent permettre aux ruraux de bénéficier des crédits pour renforcer leurs activités économiques. Concernant les femmes rurales, leur manque d'information sur les avantages de ces crédits et leur manque de confiance vis-à-vis des MC2 les empêchent d'y accéder massivement. C'est pourquoi on constate que les activités des MC2 profitent plus aux commerçants et aux fonctionnaires des grandes villes
ISBN : 978-2-296-96939-1 • avril 2012 • 166 p.
Prix éditeur : 13,50 €/84 FF

La politique européenne de sécurité et de défense en Afrique Centrale
de Samuel Nguembock

Préface du Pr Narcisse Mouelle Kombi
Etudes africaines. L'Harmattan.
Défense, armée, sécurité géopolitique, relations internationales, diplomatie Afrique noire.

Cet ouvrage apporte une contribution majeure dans la réflexion sur les relations entre l'Union européenne et l'Afrique, notamment sur les questions de sécurité et de défense. Il analyse les capacités et la cohérence institutionnelle des Etats partenaires, en l'occurrence ceux de l'Afrique centrale, et s'interroge sur l'efficacité de cette coopération.

ISBN : 978-2-296-96063-3 • avril 2012
• 240 pages. Prix éditeur : 23 €/143 FF

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Tunisie-France

• 30-31 mars 2012 : 2nde édition du forum tuniso-français de la Société civile. 1000 participants et une centaine de stands d'ONG dont celui de "France Volontaires".

Malawi

• 7 avril 2012 : Mme Joyce Banda devient Président de la République du Malawi, en succédant constitutionnellement en tant que Vice-Présidente au Président Mutharika, décédé la veille.

Guinée Bissao

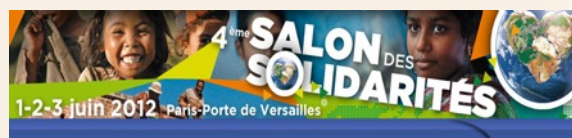
• 12 avril 2012 : Coup d'État militaire en Guinée Bissao. Le Premier Ministre Carlos Gomes Junior est arrêté. La CEDEAO proteste.

Banque Mondiale

• 16 avril 2012 : Le candidat des États-Unis, M. Jim Yong Kim, 52 ans, actuellement Président du Dartmouth College, devient le nouveau Président de la Banque Mondiale. Il l'emporte sur la candidate africaine, Mme Ngozi Okonjo Iweala, Ministre des finances du Nigeria, soutenue par l'Union Africaine et des pays émergents.

RDC

• 19 avril 2012 : Le Président Kabila nomme Premier Ministre, M. Matata Ponyo Mapon, jusque là Ministre des finances et considéré comme particulièrement attaché à l'orthodoxie budgétaire et aux bonnes relations avec les investisseurs étrangers.



3 jours à Paris pour s'informer et rencontrer les 250 exposants, ONG et entreprises appartenant aux différents secteurs de la Solidarité internationale.

20.000 visiteurs sont attendus.

Ils bénéficieront d'un programme d'animations et de conférences et trouveront sur place l'occasion de découvrir comment s'impliquer dans le monde de la solidarité.

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.